

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

N. 82 — 1151

## 10 MAI 1982. — Arrêté de l'Exécutif fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'organisation de camps sportifs

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'Éducation physique, de la pratique des Sports et de la Vie en Plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives telle qu'elle a été modifiée par les lois des 4 juin 1971 et 28 décembre 1973, notamment l'article 10;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, en date du 27 février 1980;

Vu l'avis de la section française du Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en Plein air, donné le 3 juin 1981;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, et notamment l'article 3, 1er alinéa, tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant qu'il convient d'octroyer des subventions pour l'organisation de camps sportifs et que de nombreuses demandes sont introduites à cet effet ce qui motive l'urgence de prendre des dispositions réglementaires;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 23 mars 1982,

Arrêtons :

## CHAPITRE Ier. — Des conditions d'octroi des subventions

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Ministre », le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'Éducation physique, les Sports et la Vie en Plein air dans ses attributions;

2° « Administration », l'Administration de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en Plein air qui relève de l'Exécutif de la Communauté française;

3° « Camp sportif », le camp d'une durée d'au moins quatre journées complètes consécutives dont les activités sportives sont consacrées, à raison d'un minimum de quatre heures par jour, à l'initiation ou au perfectionnement de tous les participants à la pratique d'une seule et même discipline sportive, durant toute la durée du camp;

4° « Organisateur », celui qui assume la responsabilité de l'organisation d'un camp sportif, à savoir :

a) la fédération sportive reconnue par le Ministre ou un des cercles sportifs affiliés à cette fédération;

b) l'administration communale ou provinciale de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ainsi que l'une des organisations culturelles ou sportives qui en dépendent;

c) l'organisation para ou post-scolaire dépendant directement ou indirectement d'un établissement d'enseignement de l'État ou subventionné par l'État appartenant au rôle français;

d) l'organisation de jeunesse ou d'adultes reconnue par le Ministre;

e) l'organisation dépendant directement ou indirectement des forces militaires belges;

5° « Stagiaire », le participant effectif à toutes les activités sportives organisées pendant toute la durée du camp, à l'exclusion du personnel d'encadrement.

Art. 2. Dans la limite des crédits prévus à cet effet au budget des dépenses du secteur francophone du Fonds national des Sports, le Ministre accorde des subventions aux organisateurs de camps sportifs aux conditions suivantes :

1° le camp ne peut être organisé dans un but lucratif;

2° le camp doit répondre à tous les éléments mentionnés dans la définition figurant au point 3° de l'article 1er du présent arrêté;

3° le camp doit être organisé dans les limites du territoire national, dérogation à cette condition de territorialité est cependant accordée pour les camps, se déroulant en République fédérale d'Allemagne et dont les organisateurs sont visés à l'article 1er, 4°, e) du présent arrêté;

4° le camp doit être situé dans un endroit salubre et présenter des garanties suffisantes de sécurité;

5° les installations, équipements et matériel sportif utilisés doivent permettre la pratique régulière de la discipline sportive concernée par le camp;

6° les organisateurs doivent prendre toutes les dispositions afin que soient couvertes par une assurance la responsabilité civile et la réparation des dommages corporels des stagiaires et du personnel d'encadrement pour les accidents qui pourraient se produire lors des activités sportives et autres entrant dans le programme visé à l'article 3 du présent arrêté;

7° les organisateurs doivent accepter l'inspection des activités sportives et le contrôle sur place des documents comptables et administratifs par les fonctionnaires de l'Administration;

8° le camp doit comporter un nombre minimum de stagiaires conformément aux normes reprises à l'annexe I du présent arrêté;

9° un des moniteurs au moins doit posséder les qualifications et titres classés en catégorie I ou II de la nomenclature reprise à l'annexe II du présent arrêté ou assimilés à une de ces catégories en application des dispositions de l'article 5 du présent arrêté.

Art. 3. La demande de subvention doit être introduite à l'Administration au moins deux mois avant la date du début du camp, sur formulaire délivré par celle-ci. La demande doit être accompagnée d'un programme détaillé et d'un horaire précis des activités sportives envisagées.

## CHAPITRE II. — Du mode de calcul des subventions

Art. 4. Le nombre de moniteurs à prendre en considération pour le calcul de la subvention est fixé par discipline sportive conformément aux normes reprises à l'annexe I du présent arrêté.

Le Ministre peut assimiler à certaines disciplines sportives les disciplines non prévues à l'annexe I. Il peut également la compléter si besoin est.

Art. 5. Sont seuls pris en considération pour le calcul de la subvention les moniteurs ainsi que le responsable de la direction et de la coordination des activités sportives possédant les qualifications et titres repris à la nomenclature figurant à l'annexe II du présent arrêté, leurs diplômes devant être délivrés par un établissement de langue française.

Pour les disciplines sportives où les qualifications et titres repris à la nomenclature précitée font défaut, ou pour lesquelles le nombre de possesseurs de ces qualifications et titres est insuffisant, le Ministre fixe les qualifications et titres jugés suffisants et les assimile à une des catégories de ladite nomenclature.

Art. 6. Tous les éléments devant permettre de vérifier l'exactitude des qualifications et titres des moniteurs doivent être tenus sur place à la disposition des fonctionnaires chargés de l'inspection des activités sportives du camp.

Art. 7. La subvention allouée aux organisateurs d'un camp sportif comprend :

1° une intervention dans la rémunération des moniteurs calculée en fonction des qualifications et titres détenus par ceux-ci;

2° une intervention dans la rémunération du responsable de la direction et de la coordination des activités sportives, pour autant que le camp compte au moins quarante stagiaires;

3° une intervention calculée au prorata du nombre de stagiaires.

L'intervention prévue au point 3° ci-dessus n'est pas allouée pour les camps organisés en externat ainsi que pour ceux organisés dans les centres sportifs de la Communauté française et les centres sportifs gérés par une association dépendant de l'Administration.

Art. 8. Le Ministre fixe les montants forfaitaires journaliers qui servent de base au calcul des interventions repris à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 9. La subvention globale allouée pour un camp sportif ne peut, en aucun cas, être supérieure au déficit réel du camp.

Les organisateurs sont tenus d'introduire, dans les trois mois qui suivent la date de clôture du camp, un relevé détaillé des recettes et des dépenses du camp, en utilisant le formulaire délivré à cet effet par l'Administration.

Les pièces justificatives des dépenses et des recettes doivent être tenues, durant cinq ans, à la disposition des fonctionnaires de l'Administration, chargés du contrôle des documents comptables et administratifs.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 mai 1962.

Bruxelles, le 10 mai 1962.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
P. MOUREAUX

### ANNEXE I

*Nombre minimum de stagiaires requis par camp et nombre maximum de moniteurs à prendre en considération pour le calcul de la subvention*

Discipline sportive concernée par le camp	Nombre minimum de stagiaires requis	Nombre maximum de moniteurs à prendre en considération
Athlétisme	12	1 pour 12 stagiaires
Aviron	10	1 « 8 «
Badminton	12	1 « 12 «
Balle Pelote	14	1 « 14 «
Basket-Ball ou Mini Basket	12	1 « 12 «
Canoé-Kayak	10	1 « 8 «
Course d'Orientation	12	1 « 12 «
Cyclo-Tourisme	12	1 « 12 «
Equitation	16	1 « 10 «
Escalade	10	1 « 5 «
Escrime	12	1 « 12 «
Football ou Football en salle	22	1 « 22 «
Gymnastique sportive	12	1 « 12 «
Haltérophilie	12	1 « 12 «
Handball	14	1 « 14 «
Hockey	22	1 « 22 «
Judo et Disciplines associées	16	1 « 16 «
Karaté	16	1 « 16 «
Lutte-Boxe anglaise et française	16	1 « 16 «
Modelisme	35	1 « 30 «
Motocyclisme	12	1 « 8 «
Natation-Natation avec palmes	12	1 « 12 «
Parachutisme	10	1 « 10 «
Patinage à roulettes	20	1 « 15 «
Planche à roulettes		
Patinage artistique - Hockey sur glace	12	1 « 12 «
Plongée sous marine	10	1 « 5 «
Quille-Petanque	35	1 « 30 «
Rugby	20	1 « 20 «
Ski	12	1 « 12 «
Ski nautique	12	1 « 8 «
Spéléologie	10	1 « 5 «
Tennis	12	1 « 12 «
Tennis de table	12	1 « 12 «
Tirs sur cibles - Aux Clays - L'Arc-Arbalète	10	1 « 6 «
Voile - Planche à voile - Char à voile	12	1 « 7 «
Vol à voile	10	1 « 8 «
Volley-Ball	12	1 « 12 «

#### Remarques importantes :

- Lorsqu'après avoir déterminé le nombre de moniteurs à prendre en considération pour le calcul de la subvention sur base des critères figurant en colonne 3, du tableau susvisé, le reliquat du nombre de stagiaires dépasse la moitié de celui prévu pour l'admission d'un moniteur, il est retenu un moniteur supplémentaire.
- Le nombre maximum de moniteurs déterminé en fonction des disciplines sportives (colonne 3 de la présente annexe) ne peut, en aucune façon, être assimilé à des normes d'encadrement et de sécurité.

## ANNEXE II

Qualifications et titres requis par les moniteurs  
chargés de l'encadrement des activités sportives du camp

## Catégorie I :

- licencié agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (éducation physique) (\*);
- agrégation de l'enseignement secondaire inférieur (éducation physique) (\*);
- titre d'entraîneur délivré par l'administration dans la discipline sportive concernée par le camp.

(\* ) Complété par un titre d'entraîneur, de moniteur ou d'aide-moniteur délivré ou reconnu par l'administration dans la discipline sportive concernée par le camp.

## Catégorie II :

- titre de moniteur délivré ou reconnu par l'administration dans la discipline sportive concernée par le camp;
- certificat d'enseignement secondaire supérieur ou technique secondaire (spécialité : éducation physique) (\*);

- diplôme des cours normaux provinciaux d'éducation physique (\*);
- certificat de capacité aux fonctions de maître spécial d'éducation physique dans les écoles primaires (\*).

(\* ) Complété par un titre d'aide-moniteur délivré ou reconnu par l'administration dans la discipline concernée par le camp.

## Catégorie III :

- titre d'aide-moniteur délivré ou reconnu par l'administration dans la discipline sportive concernée par le camp.

## Catégorie IV :

- titre d'initiateur délivré ou reconnu par l'administration dans la discipline sportive concernée par le camp;
- cinq années de pratique dans la discipline sportive concernée par le camp.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

F. 82 — 1151

## 10 MEI 1982. — Besluit van de Executieve tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van subsidies voor de organisatie van sportkampen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de Lichamelijke Opvoeding, de Sportbeoefening en het Leven in Open Lucht evenals het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden op weddigen van uitslagen van sportproeven organiseren zoals zij werden gewijzigd door de wetten van 4 juni 1971 en 28 december 1973 inzonderheid artikel 10;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën op datum van 27 februari 1980;

Gelet op het advies van de Franse sectie van de Hogere Raad van Lichamelijke Opvoeding, Sport Leven in Open Lucht gegeven de 3e juni 1981;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd de 12e januari 1973, inzonderheid artikel 3, paragraaf 1 zoals het werd gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot de hervormingen der instellingen;

Overwegend dat het past subsidies toe te kennen met het oog op de organisatie van sportkampen en dat te dien einde talrijke aanvragen werden ingediend wat de dringende noodzakelijkheid rechtvaardigt om reglementaire schikkingen te nemen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 februari 1982 tot regeling van de handtekening der akten van de Executieve;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 23 maart 1982,

Besluiten Wij :

## HOOFDSTUK I. — Toekenningsvoorwaarden van subsidies

Artikel 1. In dit opzicht, dient te worden verstaan door :

1° « Minister » het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap die Lichamelijke Opvoeding, Sport en Leven in Open Lucht onder zijn bevoegdheid heeft;

2° « Administratie », de administratie van Lichamelijke Opvoeding, Sport en Leven in Open Lucht, die afhankelijk zijn van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

3° « Sportkamp », het kamp dat minstens vier opeenvolgende volledige dagen duurt en waarvan de sportactiviteiten gewijzigd zijn, in verhouding tot een minimum van vier uur daags, aan de initiatie of aan de vervolmaking van al de deelnemers tot de beoefening van eenzelfde sporttak, tijdens de duur van het kamp;

4° « Organisator », deze die de verantwoordelijkheid van de organisatie van een sportkamp aanvaardt, te weten :

a) de sportbond erkend door de Minister of een van de sportkringen aangesloten bij deze bond;

b) het gemeente en provinciebestuur van het franstalige gewest van het tweetalige gewest van Brussel-Hoofdstad evenals een van de culturele of sportverenigingen die er van afhangen;

c) de vereniging van halfschoolse en van herhalings onderwijs die rechtstreeks of onrechtstreeks van een instelling van het Rijksonderwijs afhangt of gesubsidieerd door de Staat en die tot het Franse taalstelsel behoort;

d) de jeugd- of volwassenverenigingen erkend door de Minister;

e) de vereniging die rechtstreeks of onrechtstreeks van de Belgische krijgsmachten afhangen;

5° « Stagiaire » de werkelijke deelnemer aan al de sportactiviteiten georganiseerd tijdens de hele duur van het kamp, met uitsluiting van het kaderpersoneel.

Art. 2. Binnen de grens van de daartoe voorziene kredieten bij de begrotingsuitgave van de Franstalige sector van het Nationaal Sportfonds, kent de Minister subsidies toe aan de organisatoren van sportkampen aan de volgende voorwaarden :

1° het kamp mag niet worden georganiseerd met winst oogmerk;

2° het kamp moet beantwoorden aan alle elementen vermeld in de bepaling voorgesteld bij punt 3, van artikel 1 van dit besluit;

3° het kamp moet worden georganiseerd binnen de grenzen van het nationaal grondgebied, aan deze territoriale voorwaarde wordt nochtans een afwijking verleend voor de kampen die hun beloop hebben in de Duitse Bondsrepubliek en waarover de organisatoren meer kunnen vernemen bij artikel 1, 4°, e van dit besluit;

4° het kamp moet gelegen zijn in een gezond oord en moet voldoende waarborgen van veiligheid bieden;

5° de gebruikte inrichtingen, uitrustingen en sportmaterieel moeten een regelmatige beoefening van de sporttak die in het kamp wordt aangeleerd, toegelaten;

6° de organisatoren moeten alle schikkingen nemen op dat de burgerlijke verantwoordelijkheid en de ongevallenverzekering van de stagiaires en van het kaderpersoneel gedekt zou zijn voor gebeurlijke ongevallen die zich zouden voordoen tijdens sport of andere activiteiten die voorzien zijn in het programma bij artikel 3 van dit besluit;

7° de organisatoren moeten de inspectie van de sportactiviteiten en het nazicht ter plaatse van de administratieve en boekhoudkundige bewijsstukken door de ambtenaren van de Administratie aanvaarden;

8° het kamp moet een minimum aan stagiaires tellen overeenkomstig de voorschriften vermeld in bijlage I van dit besluit;

9° minstens een van de oefenmeesters moet de hoedanigheden en titels bezitten gerangschikt in categorie I of II van de naamlijst vermeld in bijlage II van dit besluit of gelijkgesteld met een van deze categorieën bij toepassing van de bepalingen van artikel 5 van dit besluit.

Art. 3. De subsidie-aanvraag moet minstens twee maand voor de begindatum van het kamp bij de Administratie worden ingediend, op een formulier door deze afgeleverd. De aanvraag moet worden vergezeld van een omstandig beschreven programma en van een stipte uurrooster betreffende de in uitzicht gestelde sportactiviteiten.

#### HOOFDSTUK II. — Berekeningswijze van de subsidies

Art. 4. Het aantal oefenmeesters in overweging te nemen voor de berekening van de subsidie wordt vastgesteld per sporttak overeenkomstig de voorschriften vermeld in bijlage I van dit besluit.

De minister mag de in bijlage I niet voorziene disciplines met sommige sporttakken gelijkstellen. Hij mag deze eveneens vervollgeden indien nodig.

Art. 5. Worden enkel in overweging genomen voor de berekening van de subsidie de oefenmeesters evenals de verantwoordelijke van het beleid en van de coördinatie van de sportactiviteiten die de hoedanigheden en titels bezitten vermeld op de naamlijst in bijlage II van dit besluit, hun diploma moet daarbij afgeleverd zijn door een instelling van het Frans taalstelsel.

Wat de sporttakken betreft waarvan de hoedanigheid en titels meegedeeld in voormelde naamlijst ontbreken, of voor dewelke het aantal bezitters van deze hoedanigheden en titels onvoldoende is, stelt de Minister de hoedanigheid en titels vast die als voldoende worden geacht en stelt ze gelijk met een van de categorieën van de voormelde naamlijst.

Art. 6. Alle elementen die kunnen dienen om de nauwkeurigheid van de hoedanigheid en titels van de oefenmeesters na te gaan, moeten ter plaatse ter beschikking worden gehouden van de ambtenaren die belast zijn met de inspectie van de sportactiviteiten van het kamp.

Art. 7. De toegekende subsidie aan de organisatoren van een sportkamp omvat :

1° een tegemoetkoming in de bezoldiging van de oefenmeesters berekend in functie van de hoedanigheden en titels die deze bezitten;

2° een tegemoetkoming in de bezoldiging van de verantwoordelijke van het beleid en de coördinatie van de sportactiviteiten, voor zover het kamp minstens veertig stagiaires telt;

3° een tegemoetkoming berekend naar rato van het aantal stagiaires. De voorziene tegemoetkoming in het bovenvermelde punt 3° wordt niet tegekeerd voor de kampen die in externaat worden georganiseerd, evenals voor deze die in de sportcentra van de Franse Gemeenschap en de sportcentra beheerd door een vereniging afhankelijk van de Administratie worden georganiseerd.

Art. 8. De Minister stelt de dagelijkse forfaitaire bedragen vast die tot basis dienen voor de berekening van de tegemoetkoming vermeld in artikel 7 van dit besluit.

Art. 9. De totale tegemoetkoming toegekend voor een sportkamp mag, in geen geval, hoger zijn dan het werkelijke tekort van het kamp.

De organisatoren hoeven, binnen de drie maanden die volgen op de sluitingsdatum van het kamp, een nauwkeurig omschreven overzicht van de inkomsten en uitgaven van het kamp in te dienen, op het door de Administratie daartoe afgeleverde formulier.

De bewijsstukken van uitgaven en inkomsten moeten, gedurende vijf jaar, ter beschikking worden gehouden van de ambtenaren van de Administratie belast met het nazicht van de boekhoudkundige en administratieve stukken.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 15 mei 1962.

Brussel, 10 mei 1962.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter,  
P. MOUREAUX

#### BIJLAGE I

Minimum aantal vereiste stagiaires per kamp en maximum aantal oefenmeesters in overweging te nemen voor de berekening van de subsidie

Sporttak aangaande het kamp	Minimum aantal vereiste stagiaires	Maximum aantal oefenmeesters in overweging te nemen
Atletiek	12	1 voor 12 stagiaires
Roeisport	10	1 « 8 «
Badminton	12	1 « 12 «
Kaatsport	14	1 « 14 «
Basketball of mini basket	12	1 « 12 «
Kano-Kayak	10	1 « 8 «
Oriëntatiewedstrijd	12	1 « 12 «
Wielertoerisme	12	1 « 12 «
Paardesport	16	1 « 10 «
Klimsport	10	1 « 5 «
Schermkunst	12	1 « 12 «
Voetbal of zaalvoetbal	22	1 « 22 «
Turnsport	12	1 « 12 «
Gewichtheffen	12	1 « 12 «
Handball	14	1 « 14 «
Hockey	22	1 « 22 «
Judo en aanverwante takken	16	1 « 16 «
Karate	16	1 « 16 «
Worstelen-Engelse en franse bokssport	16	1 « 16 «
Modelisme	35	1 « 30 «
Motorsport	12	1 « 8 «
Zwemsport-Zwemsport met vliezen	12	1 « 12 «
Valschermspringen	10	1 « 10 «

Sporttak aangaande het kamp	Minimum aantal vereiste stagiaires	Maximum aantal oefenmeesters in overweging te nemen
Rolschaatsen - skate board	20	1 « 15 «
Zuigschaatsen - IJshockey	12	1 « 12 «
Onderzeeduiken	10	1 « 5 «
Bowling-Pétanque	35	1 « 30 «
Rugby	20	1 « 20 «
Ski	12	1 « 12 «
Waterkano	12	1 « 8 «
Speleologie	10	1 « 5 «
Tennis	12	1 « 12 «
Tafeltennis	12	1 « 12 «
Schijf - Kleiduif - Boog en kruisboogschieten	10	1 « 6 «
Zeilten - surf - zeilwagen	12	1 « 7 «
Zweefvliegen	10	1 « 8 «
Volleyball	12	1 « 12 «

**Belangrijke opmerkingen :**

1. Wanneer, nadat het aantal oefenmeesters in overweging te nemen voor de berekening van de subsidie op basis van de maatstaven vermeld in kolom 3 van de bovenstaande tabel is vastgesteld, het saldo van het aantal stagiaires de helft overschrijft van deze voorzien voor de toelating van een oefenmeester, wordt een bijkomende oefenmeester weerhouden.
2. Het maximum aantal oefenmeesters vastgesteld in functie van de sporttakken (kolom 3 van deze bijlage) mag, in geen enkel geval, worden gelijkgesteld met kader- en met veiligheidsnormen.

**BIJLAGE II****Hoedanigheden en titels vereist door de oefenmeesters belast met de instructie in het kader van de sportactiviteiten van het kamp****Categorie I :**

- licentiaat van het hoger secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding) (\*);
- leraar van het lager secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding) (\*);
- titel van trainer afgeleverd door de administratie in de sporttak die betrekking heeft op het kamp.

(\*) Vervolledigd door een titel van trainer, oefenmeester of hulp-oefenmeester afgeleverd of erkend door de Administratie in de sporttak die betrekking heeft op het kamp.

**Categorie II :**

- titel van oefenmeester afgeleverd of erkend door de administratie in de sporttak die betrekking heeft op het kamp;

— getuigschrift van hoger secundair onderwijs of secundair technisch (specialiteit: lichamelijke opvoeding) (\*);

— diploma van normale provinciale cursussen van lichamelijke opvoeding (\*);

— getuigschrift van bekwaamheid in de functie van bijzondere meester van lichamelijke opvoeding in de lagere scholen (\*).

(\*) Vervolledigd door een titel van hulp-oefenmeester afgeleverd of erkend door de administratie in de sporttak die betrekking heeft op het kamp.

**Categorie III :**

— titel van hulp-oefenmeester afgeleverd of erkend door de administratie in de sporttak met betrekking op het kamp.

**Categorie IV :**

- titel van initiatiefnemer afgeleverd of erkend door de administratie in de sporttak met betrekking op het kamp;
- vijf jaar praktijk in de sporttak met betrekking op het kamp.

F. 82 — 1152

11 MAI 1982. — Arrêté de l'Exécutif fixant les conditions et titres des moniteurs jugés suffisants pour le calcul des subventions octroyées aux organisateurs de camps sportifs

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 10 mai 1982 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'organisation de camps sportifs, notamment l'article 5;

Considérant l'absence de titres d'entraîneur, de moniteur ou d'aide-moniteur délivrés ou reconnus par l'Administration dans certaines disciplines sportives;

Considérant les difficultés que rencontrent les organisateurs de camps sportifs, à certaines périodes de l'année, pour recruter des moniteurs qualifiés en raison du nombre insuffisant de porteurs de titres d'entraîneur ou de moniteur délivrés ou reconnus par l'Administration notamment dans les disciplines sportives suivantes : athlétisme, basket-ball, course d'orientation, équitation, football, gymnastique, handball, natation et volley-ball;

Vu l'avis de la section française du Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en Plein air, donné le 8 juin 1981;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, en date du 27 février 1980,

Arrêtons :

Article 1er. Par « Administration » il faut entendre, au sens du présent arrêté, l'Administration de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en Plein air qui relève de l'Exécutif de la Communauté française.

Art. 2. A défaut de l'existence d'un titre d'entraîneur, de moniteur ou d'aide-moniteur délivré ou reconnu par l'Administration dans la discipline sportive concernée par le camp, peuvent être pris en considération pour le calcul des subventions octroyées en application de l'arrêté de l'Exécutif du 10 mai 1982 susvisé, les personnes dont la compétence dans cette discipline sportive est reconnue par le fonctionnaire de l'Administration chargé de l'inspection des activités sportives du camp sur base de l'expérience ainsi que des qualifications techniques et pédagogiques acquises par les intéressés.